La Gazette en Yvelines

N°106
Mercredi 6 décembre 2017
lagazette-yvelines.fr

Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Il y a quinze jours, ces pères de famille et responsables associatifs du quartier alors en ébullition ont décidé de s'impliquer auprès des jeunes, participant au retour du calme.



Val Fourré Les pères disent non à la violence

Dossier - P. 2

Actualités p.4

ACHERES



Isolé, enclavé, oublié, sans électricité : quand le foyer est un enfer

Actualités p.8

ACHERES



La salle de prière déborde, les projets de mosquée toujours au point mort



Actualités p.6

AULNAY-SUR-MAULDRE

Imbroglio autour du projet de commerces



Actualités p.7

ORGEVAL

Quarante sous : le maire veut plus de moyens



Faits divers p.10

MANTES-LA-JOLIE

Agression à la gare : les médiateurs inactifs ?

P. 6 EPONE De sa boutique à pizzas aux championnats d'Europe

P. 8 VERNEUIL-SUR-SEINE Nuisance sonore due au pavé

P. 8 EVECQUEMONT La création du terrain de foot avance enfin

P. 10 POISSY Les policiers découvrent 940 bouteilles de parfum

P. 12 BOXE Zakaria Attou vise le toit de l'Europe

P. 14 AUBERGENVILLE Danse contemporaine à la Nacelle

P. 14 CONFLANS-SAINTE-HONORINE Batellerie : les maquettes de sortie

Les Halles d'Achères
Fruits & légumes frais
Produits laitiers & surgelés

le RENDEZ-VOUS des ACHEROIS
des offres promotionnelles
à découvrir pages 8 et 9

Horaires : du lundi au samedi : 8h30 - 21h • dimanche matin : 8h30 - 12h30 rue du 8 Mai 1945 • 78260 Achères

MANTES-LA-JOLIE Val Fourré : ces pères disent non à la violence

Excédés par la tension entre jeunes et policiers, au plus haut ces dernières semaines, ces pères de famille et responsables associatifs ont formé un collectif ad hoc pour s'adresser aux jeunes et faire cesser les violences. Ils ont aussi demandé l'apaisement à la police, et suggéré un renforcement de l'accompagnement culturel et civique de leurs enfants à la mairie.

Pour la première fois de mémoire d'habitant, mercredi dernier, une centaine de pères de famille, souvent aussi responsables associatifs, ont arpenté le bitume du Val Fourré contre les violences, d'abord celle des jeunes, mais aussi parfois celle des forces de l'ordre, dans un quartier que toutes marquent de temps à autre. Ils ont parcouru quelques centaines de mètres jusqu'à tenir discours devant la mairie annexe, sur la dalle commerciale, espérant une rencontre qui ne s'est pas tenue et qu'ils demandent toujours.

Certaines parties du quartier ont été marquées pendant près de deux semaines par des affrontements entre jeunes habitants et forces de l'ordre, avant que les tensions ne retombent aussi rapidement qu'elles étaient nées... mais pas sans raison. Selon leurs dires, confirmés par d'autres sources, ces pères de famille auraient en effet contribué, en allant directement discuter avec les jeunes, à la cessation des hostilités. Ils ont également échangé avec les responsables du commissariat lundi 27 novembre.

« *Je pense que le quartier arrive à une maturité, il y a aussi un grand ras-le-bol,* explique juste après son discours devant la mairie annexe Daouda Diop, père de 33 ans à l'engagement citoyen connu à Mantes-la-Jolie. *Pour une fois, les habitants sont tous en phase [...] on a assez de recul pour dire que la violence n'est pas la solution, mais d'autres méthodes, marches, pétitions... aujourd'hui, on va compter sur la justice et non plus faire justice nous-mêmes.* »

Depuis le 11 novembre, lorsqu'a été rendue publique la plainte d'un habitant brûlé au troisième degré suite à une interpellation par des policiers du commissariat mantais, les tensions étaient très vives entre les fonctionnaires et les habitants du quartier les plus jeunes. Le secteur des Peintres-Médecins a ainsi été touché, deux week-ends de suite, par des face-à-face entre quelques dizaines d'adolescents ou jeunes adultes, et des policiers patrouillant en très grand nombre.

Dans un long reportage publié dans *Le Monde* mardi 21 novembre, des jeunes du quartier, croisés lundi soir rue Broussais (au Nord-Ouest du Val Fourré, Ndlr) par la journaliste du quotidien de référence, assuraient ainsi vouloir encore « *traumatiser les policiers comme eux le font avec nous* ». Pourtant, cette semaine-là, toute violence cesse brusquement et le dispositif policier est ramené à son niveau habituel.

« Le quartier arrive à une maturité »

Auraient-ils été sensibles aux discours de leurs aînés, de leurs parents ? Si, selon nos informations, la mairie avait mobilisé ses réseaux dans le quartier dès le début des affrontements, l'intervention de ces habitants ne serait pas pour rien dans le retour du calme. « *Les parents ont pris leurs responsabilités, ils ont tapé du poing sur la table, ils sont la locomotive* », témoigne Daouda Diop.

Les prémisses de ce collectif formé pour l'occasion, c'est l'absence récurrente d'éclairage public dans le quartier, vétuste dans certains secteurs mais aussi très régulièrement vandalisé lorsqu'il est récent. « *Ce qui nous a décidé est que nous avons une belle ville, on ne veut pas la dégrader comme ça, si les parents continuent [à l'accepter], ça ne va pas être possible* », rapporte de son côté Lahoucine Oumoulli, le responsable de la mosquée en construction Othmane Ibn Affane.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ce qui nous a décidé est que nous avons une belle ville, on ne veut pas la dégrader comme ça, si les parents continuent [à l'accepter], ça ne va pas être possible », avance Lahoucine Oumoulli, le responsable de la mosquée en construction Othmane Ibn Affane.

« *C'est nous qui habitons dans le quartier, ça concerne les parents en premier, même si beaucoup de temps est passé sans que personne n'intervienne* », poursuit -il. L'association cultuelle qu'il dirige s'est alliée avec d'autres présentes aux Peintres-Médecins, comme Avalanche, la Paix, les Garennes, Rabab ou l'association franco-marocaine des retraités. Pour les plus âgés de ces pères de famille, dégradations et violences sont impensables.

« *Notre rôle, comme chibanis (anciens travailleurs immigrés, Ndlr), est de sensibiliser les jeunes à ce qu'ils font,* avance Abdelkarim Salah, Mantais depuis 1970, père de quatre enfants ayant tous fait de longues études, et dont l'association de retraités regroupe 500 membres. *Ce n'est pas une solution de casser, on n'est pas dans une intifada, ici, on vit dans un pays civilisé.* »

Ces « *chibanis* » n'en oublient pas pour autant les étincelles aboutissant parfois à ces éruptions de violence. « *On est au milieu, ni avec les jeunes, ni avec les policiers qui font des trucs pas normaux. On est avec la justice,* précise Khalid Razik, président de l'association culturelle Rabab. *Les parents ont une grosse responsabilité.* »

« Sensibiliser les jeunes à ce qu'ils font »

Les affrontements entre jeunes et police ne sont pas nouveaux au Val Fourré, comme se remémoraient certains restés discuter mercredi devant la mairie de quartier. « *Ça s'est vraiment vite fait, notre vraie peur est que l'émeute aille de manière plus violente,* indique Daouda Diop de cette mobilisation spontanée et efficace. *De part et d'autre, la violence a été excessive [...] on voulait arrêter cette escalade-là, et que les gens qui veulent discuter de paix s'assoient.* »

Lui-même a été jeune et en colère contre la police. « *J'y allais parce que mes grands frères y allaient, c'est des choses auxquelles on est habitués, ça fait des années qu'on assiste à ça, avec une justice très lente,* rappelle le trentenaire. *J'ai vu des amis, des copains, aller en prison pour ça. La réponse ne doit pas être ça (la violence, Ndlr).* »

Alors, au-delà du dialogue avec les jeunes, ils ont aussi choisi la manifestation pour faire entendre leurs exigences d'apaisement des habitants du quartier bien sûr, mais aussi de la police et de la mairie. « *Il faut le faire, car sinon qui le fait ?,* poursuit Daouda Diop. *Souvent, le problème au quartier est qu'on n'utilise pas ce genre de méthodes, car on a peur de l'image qu'on va renvoyer.* »



LA GAZETTE EN YVELINES

« Je pense que le quartier arrive à une maturité, il y a aussi un grand ras-le-bol », explique juste après son discours Daouda Diop, père de 33 ans à l'engagement citoyen connu à Mantes-la-Jolie.

Ce sentiment est croisé chez plusieurs participants et organisateurs de cette marche. « *On peut être pacifique et montrer son ras-le-bol sans brûler les voitures et s'en prendre aux forces de l'ordre* », abonde ainsi Abdel Baki. A 56 ans dont 47 au Val Fourré, il estime que « *la majorité prend pour une infime minorité* », rappelle que « *les parents paient leurs impôts locaux* », et conclut : « *On peut réclamer ses droits tout en n'oubliant pas qu'on a des devoirs.* »

Car les habitants du Val Fourré sont bien les premiers touchés lorsque des échauffourées malmènent le quartier. « *Ce n'est pas d'abord la voiture de police qu'on brûle, mais la voiture du voisin* », rappelle ainsi Daouda Diop. Et ce ne sont pas les cris de colère d'une riveraine voyant sa voiture flamber, entendus sur l'une des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux pendant les violences, qui le contrediront.

Lahoucine Oumoulli avait déjà admonesté, à la mosquée dont il est responsable, ceux qui avaient ouvert les bouches à incendie cet été, rapporte *Le Parisien*. Il assurait mercredi que la formation du collectif et la marche qui a suivi ne sont « *qu'un premier pas* » vers une implication que tous souhaitent voir durer : « *Quand on commence quelque chose, il faut bien le finir, on ne va pas en rester là.* »

Ils ont ainsi rencontré des représentants des forces de l'ordre et des médiateurs du quartier lundi 27 novembre. Selon nos informations, la démarche a été fort appréciée au commissariat de Mantes-la-Jolie, où les responsables policiers assurent être en recherche d'un meilleur dialogue avec les habitants du quartier.

Ces pères de famille leur ont fait part de leurs inquiétudes, résumées ainsi mercredi devant la mairie annexe : « *Nous dénonçons une pression quotidienne des forces de l'ordre, sommes-nous tous des présumés délinquants ?* » Seule certitude : il y a deux semaines, alors que revenait le calme, le dispositif policier, et notamment la présence massive de CRS, était considérablement allégé.

« On ne va pas en rester là »

Leurs autres demandes étaient, elles, symboliquement adressées à la République, et plus prosaïquement au préfet comme à la municipalité (sollicitée pour un commentaire, elle n'a pu répondre dans les délais impartis à la publication, Ndlr). « *Nous dénonçons l'absence d'infrastructures, l'absence d'emploi et l'absence d'avenir pour nos jeunes* », a ainsi regretté Daouda Diop lors de son discours.

En aparté, il confie : « *Il manque les vraies structures avec les personnes compétentes, qu'on arrête de nous ramener des personnes du quartier qui veulent bien faire mais n'ont pas les compétences.* » Khalid Razik, lui, suggère plus de moyens culturels : « *La culture est une possibilité pour que les jeunes puissent sortir ce qu'ils ont en eux, au lieu de fumer la drogue ou quoi, la culture ne fait pas de mal.* »

« *Il faut des centres culturels, des espaces pour les jeunes* », précise-t-il de sa pensée, corrigeant aussitôt : « *Il y en a, mais il en faut plus !* » Les manifestants espéraient rencontrer le maire Michel Vialay (LR) mercredi dernier, mais celui-ci était alors à l'Assemblée nationale. Alors, ils ont déposé leur demande de rencontre et attendent qu'un rendez-vous soit fixé. Tous espèrent surtout parvenir à faire durer cette mobilisation inédite au Val Fourré.

AUCHAN MANTES BUCHELAY

OUVERT les DIMANCHES 10 ET 17 DECEMBRE de 9h00 à 20h00

DU VENDREDI 8 AU
DIMANCHE 10 DÉCEMBRE

30% D'ÉCONOMIES(1)
SUR VOTRE COMPTE WAOH!
SUR LA GAMME HOT WHEELS (2)











(2) Selon disponibilité en magasin

DU 6 AU 12 DECEMBRE





Auchan
Magasins / Drive / Internet / Mobile

HYPERMARCHÉ AUCHAN MANTES BUCHELAY
A 13 – sortie Mantes Sud ou Mantes Ouest
Tél. 01 30 98 22 22
Suivez votre magasin sur : https://www.facebook.com/AuchanMantes

ACHERES Isolé, enclavé, oublié, sans électricité : quand le foyer est un enfer

Au coeur de la forêt de Saint-Germain-en-Laye, au milieu du dépôt SNCF d'Achères, se niche un foyer méconnu. Ses 180 résidents sont au bout du rouleau, les salariés de l'exploitant Coallia aussi.

Jeudi 28 novembre, 21 h. Sur la N184 en direction d'Achères, en pleine forêt, le GPS indique « *prendre à gauche* » vers une entrée de l'immense dépôt SNCF Grand cormier. Brusquement, la route nationale laisse place à un ruban de bitume de plusieurs centaines de mètres sans aucun éclairage, jonché de déchets du BTP. Apparaît l'entrée du site SNCF, barrée de panneaux indiquant l'interdiction d'entrer. Pourtant, tout le monde n'est pas cheminot ici : un foyer méconnu s'y niche.

Dans leurs chambres et studios situés en plein milieu du site ferroviaire, au coeur de la forêt de Saint-Germain-en-Laye, ils n'en peuvent plus d'avoir froid, d'être isolés au point de ne pas exister, d'être si enclavés qu'il en est compliqué de travailler, de ne pas se sentir écoutés. Mais la goutte qui a fait déborder le vase déjà bien rempli des 180 habitants de ce foyer, c'est l'électricité qui a sauté cinq soirs ces dix derniers jours.

En cause ? Les 50 radiateurs électriques, distribués il y a trois semaines pour compenser une énième avarie de la chaudière : à l'arrivée des premiers frimas samedi 25 novembre, ils ont fait disjoncter le transformateur EDF alimentant le foyer. Géré par l'association Coallia (280 sites d'hébergement en France, Ndlr), le bâtiment des années 70 est propriété d'ICF la sablière, filiale logement de la SNCF, qui assure que la chaudière défectueuse sera changée en 2018.

Une information que n'avait manifestement pas la trentaine de résidents réunis dans le hall jeudi dernier, sous la seule lumière verdâtre des loupiotes signalant les issues de secours. Le reste de l'imposant bâtiment, niché entre les voies ferrées, est dans un noir complet depuis 20 h. « *Sans électricité, on est totalement paralysés,* indique Stéphane Falaise, l'un des habitants. *Ca va faire presque deux ans que je suis ici, il y a un problème de pression d'eau et de chaudière.* »

« *On ne peut pas faire le lait de bébé, il n'y a pas d'eau chaude, il ne mange pas* », confie avec un français limité l'une d'elle, portant son fils de cinq mois dans une couverture. Des salariés de Coallia, certains déjà présents, d'autres venus aider suite à la défaillance électrique, abondent au désespoir des résidents. La vétusté de la chaudière semble connue de tous, comme les coupures régulières de chauffage ou d'eau chaude qu'elle engendre.

Jeudi, le courant est revenu vers 23 h suite à l'intervention d'ICF la sablière. « *Ils ont même augmenté légèrement la puissance pour essayer d'éviter tout ça* », précise Bernard Delpierre, directeur d'unité territoriale chez Coallia. De la panne de chaudière, il explique : « *Ca fait trois semaines qu'on est dessus et qu'on n'avance pas, on essaie de trouver une vraie solution car notre exploitant chaufferie n'y met pas non plus du sien pour intervenir rapidement, on est un peu en bisbille avec eux.* »



LA GAZETTE EN YVELINES

« On ne peut pas faire le lait de bébé, il n'y a pas d'eau chaude, il ne mange pas », confie avec un français limité une jeune mère portant son fils de cinq mois dans une couverture.

Leur bâtiment regroupe un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), un Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile (Prahda), une pension de famille et une résidence sociale. « *On est des accidentés de la vie* », confie Louis. D'autres sont simplement des travailleurs pauvres ne pouvant loger dans le privé, ou de jeunes mères étrangères et leurs enfants suivant le long chemin de ceux qui demandent l'asile politique.

Si l'entretien de la chaufferie revient à Coallia, c'est bien la filiale de la SNCF qui en est propriétaire. « *On a bien des difficultés à travailler avec la SNCF et la Sablière pour essayer de sortir ce foyer des problématiques qu'il peut avoir* », ajoute le responsable de Coallia. Dans le hall, les propos des résidents et des salariés étaient, eux, nettement moins charitables envers l'entreprise ferroviaire dont ils ont l'impression de bien trop dépendre.

Sollicitée, ICF la sablière se montre plutôt rassurante. « *La fuite vient d'être localisée et est en cours de réparation, le chauffage devrait donc être rétabli ce soir* », a répondu l'entreprise ce lundi à notre sollicitation. Celle-ci ajoute vouloir s'assurer de « *la pérennité de la réparation* » en attendant « *le remplacement de l'équipement planifié en 2018* », et dans tous les cas travailler à « *une solution alternative en cas de panne* », les convecteurs électriques mettant à mal le réseau électrique.

Les résidents, eux, reprochent bien plus que le chauffage à la SNCF et aux pouvoirs publics. Dans un courrier envoyé à la mairie saint-germanoise et à la préfecture début novembre, une quinzaine d'habitants de la résidence sociale tirent le signal d'alarme. Ces locataires qui déboursent 422 à 545 euros par mois y évoquent leur isolement, et la dangerosité de leur lieu de vie en plein milieu d'un dépôt ferroviaire, entre friche et site industriel.

« *La zone où se situe notre foyer n'est pas destinée à accueillir d'habitation humaine* », écrivent-ils. Le seul accès piéton se fait par la route de la forêt, jonchée de déchets parfois dangereux, souvent parcourue de prostituées attendant leurs clients. Leur seul transport public est la gare RER d'Achères Grand cormier, accessible à pied à quelques centaines de mètres, avec un passage souterrain, fréquemment inondé d'ailleurs selon les résidents rencontrés jeudi soir.

Ils racontent leurs déplacements dans un site industriel en activité, aux routes défoncées, dont les abords sont jonchés de matériel ferroviaire. Cela comprend « *le risque de se faire percuter par les voitures [...] dont les conducteurs [...] roulent à vive allure* », et s'accompagne de la méfiance de salariés qui ne sont pas tous au courant de leur existence : « *Nous nous faisons interpeller par les travailleurs de cette zone qui nous demandent ce que nous faisons sur ces lieux, alors que nous y vivons.* »

Ils s'inquiètent surtout d'un futur drame. « *Il y a eu des cas d'accidents évités de justesse, mais jusqu'à quand ?* » Ils rappellent également les désagréments quotidiens posés par ce double enclavement dans un dépôt ferroviaire au coeur de la forêt, tels que la quasi-absence d'internet ou de télévision... ou même plus prosaïquement pour transporter ses achats.

« *Les gens ont des problèmes de genoux, pour venir, c'est un supplice* », témoigne Mamadou Amadou Dia, aide-laborantin à Paris, trois changements de train pour y aller, qui a en mains un pack d'eau acheté en rentrant du travail. « *En termes d'insertion, c'est un peu compliqué* », reconnaît Bernard Delpierre de ce foyer géré par Coallia depuis 2007, dont de nombreux habitants sont sans voiture.

Le responsable territorial rappelle cependant, hors des questions de chauffage, le bon entretien du bâtiment, et une « *solidarité* » exceptionnelle des résidents du foyer liée à leur isolement. Que Coallia essaie d'ailleurs de réduire : un arrêt de bus au niveau de la N184 (soit à plusieurs centaines de mètres du foyer, Ndlr) est demandé depuis « *plusieurs années* » à la mairie de Saint-Germain-en-Laye : « *On a eu une réponse négative jusqu'à présent.* »

MANTES-LA-JOLIE Emploi : l'expérimentation mantaise étendue à toutes les Yvelines ?

Les Journées de l'emploi, aboutissement du rapprochement des structures liées à l'emploi, coordonnées par le délégué du gouvernement, pourraient être dupliquées ailleurs.

L'opération sera-t-elle dupliquée ? Vendredi dernier, une cinquantaine de représentants d'entreprises et d'organismes liés à l'emploi, à la formation ou à l'insertion, ont tiré un bilan positif des Journées de l'emploi. Ils ont loué les bénéfices d'une meilleure coordination ayant abouti à cet événement destiné aux demandeurs d'emplois, et le travail de fond mené par le délégué du gouvernement, Halim Abdellatif, nommé à Mantes-la-Jolie en 2016 pour aider à faire baisser le chômage.

Organisées du 7 au 17 novembre, ces Journées de l'emploi ont rassemblé plus de 800 personnes cherchant du travail, dont 66 % de Mantais et 64 % de participants habitant dans des quartiers en politique de la ville. Au programme figuraient des réunions de sensibilisation aux secteurs porteurs, des entretiens à Pôle emploi, à la Mission locale, des ateliers dans les centres de vie sociaux, comme des job-datings ou des visites d'entreprises.

« *Aujourd'hui, on a 15 propositions d'embauches actées* », a indiqué à l'assistance Najat Semdani pour Pôle emploi, avec pour exemple un homme au chômage depuis six ans, aujourd'hui embauché en restauration collective. « *Les entreprises étaient dans la réactivité, on n'était pas dans une opération de com', loin du RSE (Responsabilité sociale des entreprises, Ndlr), mais pour des recrutements opérationnels* », s'est félicité Azmy Ahriz, le directeur de la Mission locale.

« *Tout jeune qui était inscrit et qui n'avait pas de situation, on l'a harcelé!* », a-t-il poursuivi de ces 10 jours où l'objectif était d'abord de créer, de recréer un contact entre chômeurs et employeurs. A la Mission locale, chargée des jeunes demandeurs d'emploi, « *on s'est adressé au public en tant que demandeurs d'emploi, mais aussi des parents, qu'on a parfois vu accompagner discrètement le petit* », rapporte aussi Azmi Ahriz.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ces journées ont permis d'apporter des premières réponses, des premières réussites », constate le délégué du gouvernement, Halim Abdellatif.

Cette « *alliance entre acteurs* », selon les mots de Halim Abdellatif, semble donc avoir fonctionné, au point qu'un participant a suggéré une reconduction des Journées de l'emploi tous les six mois plutôt que tous les ans. « *Travailler seul ne mènera nulle part, et personne n'a réussi sur ce territoire ses missions d'accompagnement en restant entre ses quatre murs* », remarque en forme de confirmation le directeur de la Mission locale.

« *Ces journées ont permis d'apporter des premières réponses, des premières réussites* », constate avec un sentiment d'aboutissement le délégué du gouvernement, sur le départ selon nos informations. « *J'aimerais assez dupliquer ce que vous avez fait dans d'autres villes en politique de la ville, vous êtes parfaitement dans le mot d'ordre du gouvernement* », a d'ailleurs félicité sans réserves Noura Kihal-Flégeau, sous-préfète à la politique de la ville dans les Yvelines.

En bref

YVELINES Emploi : ils veulent rapprocher entreprises et assos

Le conseil départemental souhaite fédérer les structures de l'économie sociale et solidaire, puis les rapprocher des entreprises privées.

Aux Mureaux jeudi dernier, ils étaient environ 200 présidents d'associations du secteur de l'Economie sociale et solidaire (ESS), comme d'organismes de formation ou d'insertion, à avoir répondu présent à l'invitation du conseil départemental des Yvelines. Ce dernier, par l'intermédiaire de son agence d'insertion Activity, y lançait en effet le club Busin'ESS.

« *Notre conviction, au sein du club Busin'ESS, est qu'il y a plein de projets dans les tiroirs, se rencontrer permetttra de lancer ces projets, de créer de l'activité et de l'emploi* », a indiqué Valérie Leccia, chargée de l'animation de cette nouvelle structure d'échanges. « *Nous voulons développer les partenariats entre les entreprises de l'ESS et les entreprises classiques* », a-t-elle poursuivi des premières actions du club.

L'adhésion est volontaire et gratuite. « *L'ESS est ancrée sur nos territoires* », a plaidé devant une foule déjà convaincue Philippe Pascal (SE), président d'Activity et premier adjoint de Brueil-en-Vexin. Il espère parvenir à renforcer l'ESS, qui regroupe environ 13 % de l'emploi salarié en France, mais moins de 10 % en Île-de-France comme dans les Yvelines.

En image



LA GAZETTE EN YVELINES

CARRIERES-SOUS-POISSY Elle chauffe 700 logements et une école

L'inauguration samedi, en grande pompe, d'une chaudière à granulés de bois de 1,5 million d'euros, a fait jaser au pied des immeubles neufs de l'éco-quartier Carrières centralité. « *J'ai froid !* », est ainsi intervenu un habitant en colère, soutenu par d'autres, devant les officiels. Partagée entre 700 logements dans sept copropriétés et un groupe scolaire, installée fort discrètement en sous-sol d'un immeuble, « *elle fonctionne bien* », assure-t-on chez Dalkia, où l'on renvoie aux « *réglages* » relevant de chaque immeuble ainsi qu'aux températures plus basses des logements basse consommation.

En bref

POISSY Tram-train : les partisans au trajet initial attendent l'enquête publique

Mobilisé contre le tracé urbain du tram-train à Poissy, l'Afpi-TGO se montre impatiente que l'enquête publique complémentaire débute.

Le tracé urbain pisciacais de la Tangentielle ouest (TGO), aussi appelée Tram 13 express, ne leur convient toujours pas. L'Association en faveur du projet initial de la TGO (Afpi-TGO), qui comme son nom l'indique souhaite que le trajet initial continue d'être étudié, a organisé sa première assemblée générale le 28 novembre.

Ils attendent désormais de pouvoir s'exprimer au cours de l'enquête publique complémentaire « *envisagée pour la fin d'année 2017, voire début 2018* », d'après le site internet du projet. « *On attend avec impatience l'ouverture de l'enquête publique complémentaire,* insiste David Carvalho, président de l'Afpi-TGO, qui regrette de ne toujours pas avoir la date d'ouverture. *Notre crainte forte est qu'ils la mettent juste après les fêtes.* »

Si l'association « *préfère le tracé initial* », son président estime que « *ce qui est important est de connaître l'avis général de la population* ». Contacté, Île-de-France mobilités (ex-Stif) indique la semaine dernière que : « *L'arrêté est en cours d'écriture à la préfecture, qui fixe les dates de l'enquête publique et devrait être publié dans les prochains jours.* »



AULNAY-SUR-MAULDRE Imbroglio politique autour du projet de commerces

Le maire Jean-Christophe Charbit (SE) estime que son projet de trois commerces, entre RD191 et voie ferrées, est actuellement « bloqué » par la communauté urbaine.



LA GAZETTE EN YVELINES

Le maire d'Aulnay-sur-Mauldre assure de la communauté urbaine que « par des voies informelles, ils bloquent le projet ».

Élu il y a bientôt un an à la tête de la mairie d'Aulnay-sur-Mauldre, Jean-Christophe Charbit (SE) ne manque pas de projets pour redynamiser la commune. Mais pour l'un d'eux, la création de trois commerces le long de la RD191, il s'estime freiné par la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), comme le relatait *Le Courrier de Mantes* la semaine dernière. L'institution dément tout blocage par la voix de Suzanne Jaunet (LR), vice-présidente déléguée à l'urbanisme à GPSEO.

« *Notre objectif est de créer trois commerces de proximité : une boulangerie, une charcuterie et une halle semi-couverte* », détaille Jean-Christophe Charbit de ce projet qu'il verrait s'installer entre la RD191 et la voie ferrée. Le maire aulnaysien, déterminé, avance que ces services pourraient bénéficier à un « *secteur de 10 000 habitants* », comme « *créer du lien entre ces quartiers et créer une nouvelle centralité* » dans sa commune divisée par la RD191.

« Aucune explication écrite »

Mais alors qu'il aimerait le voir aboutir pour « *2018* », le projet n'avance plus, et Jean-Christophe Charbit met cela sur le compte de la communauté urbaine. « *GPSEO m'a fait comprendre verbalement qu'ils étaient opposés au projet* », assure le maire, précisant l'une des raisons, pour lui, de ce blocage : la « *concurrence* » que pourrait créer la boulangerie. Au conseil communautaire de novembre, l'élu s'est d'ailleurs porté candidat à une fonction vacante de conseiller délégué, afin d'obtenir un temps de parole lui permettant de protester contre cette situation.

« *Pourquoi faut-il se battre pour créer des services de proximité, de l'emploi, du lien et de la mixité sociale, mettre en place des circuits courts, des mobilités douces et maintenir ainsi les équilibres territoriaux ?*, avait-il alors déclaré, furieux, à ses homologues. *Pour d'obscures raisons, des projets vitaux pour notre population sont bloqués. Il n'y a aucune explication écrite, aucune justification réglementaire.* »

« Aucune explication écrite »

GPSEO n'a normalement pas de pouvoir décisionnel sur ce projet, parce que la route départementale dépend du Département et que la commune est soumise au Règlement national d'urbanisme (RNU) donc de l'État. Son blocage se ferait « *par des voies informelles* », estime Jean-Christophe Charbit. Une assertion que rejette de son côté la communauté urbaine.

« *Là-dessus, il se trompe complètement,* soutient Suzanne Jaunet, rappelant que les autorisations ne dépendent pas de GPSEO. *Il a préféré partir seul dans son coin. Maintenant, il s'étonne que ça ne va pas, effectivement, comme il voudrait.* » Si la vice-présidente de la communauté urbaine assure que la collectivité « *n'a pas d'a priori de blocage de quoi que ce soit* », elle met cependant en avant « *la dangerosité de la route départementale* ».

Un argument repris par le conseil départemental. « *La viabilité du projet et des aménagements induits n'est pas démontrée à ce jour vis-à-vis de la sécurité des circulations du fait de la présence de deux passages à niveau sur les voies desservant le projet (RD 191 et voie communale),* explique par courriel Jean-François Raynal (LR), vice-président au Département délégué aux mobilités. *En l'état, compte tenu des enjeux de sécurité routière, le Département n'est pas favorable à ce projet.* »

Chacun de leur côté, le maire d'Aulnay-sur-Mauldre et la vice-présidente de GPSEO semblent désormais afficher le même souhait de dialogue. Jean-Christophe Charbit, d'après qui les fonctionnaires de la communauté urbaine « *refusent de discuter de ce projet* », veut « *se mettre autour d'une table* » pour un échange « *constructif* ». Suzanne Jaunet se dit prête à organiser une réunion : « *C'est quand même plus simple de se mettre autour d'une table, comme ça il verra qui dit oui et qui dit non, il sera peut-être surpris.* »

En bref

EPONE De sa boutique à pizzas aux championnats d'Europe

Depuis mars, Etienne Mannoni prépare et vend ses pizzas du rez-de-chaussée de sa maison. Le 15 novembre, il est arrivé 7e d'une compétition organisée à Londres.

Pour son premier concours, ce pizzaïolo épônois s'est classé 7e et 1er français. Une belle découverte pour Etienne Mannoni, 47 ans, professionnel de la restauration gastronomique reconverti et passionné, qui a ouvert au centre-ville une boutique de vente à emporter de pizzas en mars dernier, au rez-de-chaussée de la maison familiale où il a emménagé il y a trois ans.

« *Ce sont des pâtes avec une maturation de cinq à six jours pour que ce soit de qualité* », décrit-il de ses pizzas. Alors, sa principale difficulté lors de ces championnats d'Europe organisés à Londres le 15 novembre a surtout résidé dans le transport : « *J'ai quasiment tout préparé ici, il faut garder tout à température avec des bouteilles d'eau glacée.* »

Il a pu participer grâce à son formateur et mentor, Thierrey Graffagnino, figure du monde français de la pizza, et membre du jury de ce concours international. « *J'ai cuisiné pendant des années dans des hôtels quatre étoiles, j'avais envie d'indépendance* », rapporte-t-il de sa reconversion professionnelle pour l'instant réussie pour sa Pizza p'Epone : « *Le bouche-à-oreille a bien marché.* »

Indiscrets

La baisse du taux de chômage dans le Mantois serait-elle en train de se confirmer ? Après avoir atteint près de 11,7 % en 2015, celui-ci était à 10,5 % au deuxième trimestre 2017, selon les chiffres de l'Insee. Les institutions impliquées sur le sujet osent même montrer un léger optimisme. « *L'intérim marche très très bien, et même sur les autres natures de contrat, ça repart, on fait ce constat depuis la fin des congés d'été* », notait ainsi vendredi dernier Patrick Rivoal, directeur de l'agence Pôle emploi de Mantes-la-Jolie.

Y aurait-il de l'eau dans le gaz entre agriculteurs et intercommunalité au sujet du tracé retenu pour la Ligne nouvelle Paris-Normandie, dont la partie yvelinoise sera en grande partie posée sur des terres agricoles ? A entendre le président de la Chambre régionale d'agriculture d'Île-de-France le mois dernier, Christophe Hillairet, la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO) ne se serait pas assez opposée au tracé retenu par la SNCF et l'Etat. « *Il a viré sa cuti* », confiait-il un peu dépité de la position du président de GPSEO, Philippe Tautou. Christophe Hillairet a indiqué des actions à venir pour faire valoir l'opposition du monde agricole.

Le reportage du *20 h* de TF1 consacré aux derniers jours du mandat du maire d'Orgeval n'a pas vraiment plu à l'opposition municipale ! Diffusé par la chaîne le dimanche 19 novembre dernier, il se voit ainsi décerner « *le grelot d'or qui récompense l'action la plus abracadabrantesque de nos élus* » sur Orgevalscope, blog tenu par Laurent d'Epenoux, conseiller d'opposition du groupe Orgeval pour tous. De quoi mériter le titre d'opposition « *sans concession* » décerné par TF1 dans son reportage ?

Leurs comptes de campagne des élections législatives seront peut-être rejetés. Dans les Yvelines, trois candidats ont vu leurs documents financiers être soumis par le Conseil constitutionnel à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP). Deux de ces ex-candidats l'ont été dans la huitième circonscription des Yvelines (Mantois). Aucune date de décision n'a encore été annoncée.

L'une est Bénédicte de Dinechin, candidate du Parti chrétien-démocrate (PCD), qui avait réuni 0,77 % des suffrages en juin dernier. L'autre est Stéphane Hazan (SE), le maire de Lainville-en-Vexin, qui avait rassemblé 2,97 % des voix. « *Il n'y a rien de particulier, mais comme je ne les ai pas envoyés dans les délais...* », indique celui-ci de ses comptes de campagne fournis tardivement, désormais entre les mains de la CNCCFP.



ORGEVAL Le maire demande plus de moyens pour la zone des Quarante sous

Le maire LR d'Orgeval a récemment demandé à ce que la somme allouée à l'aménagement de la partie Ouest passe de cinq à 20 millions d'euros. Il a essuyé un refus.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

« Comme on est signataires de la convention on participe aux risques, on aimerait aussi participer au projet », détaille l'adjoint orgevalais en charge de l'urbanisme Pierre Guérin.

Pour réaménager la partie Ouest de la zone commerciale des Quarante sous, en perte de vitesse depuis plusieurs années, une convention avait été signée en décembre 2015 entre mairie, intercommunalité et l'établissement public foncier yvelinois (devenu depuis l'établissement public foncier d'Île-de-France (Epfif), Ndlr). Pour une durée de deux ans, elle visait à « *engager une politique foncière visant à réaliser des programmes de logements, d'activités et des commerces* ».

Un prolongement de cette convention tripartite a été signé jusqu'en 2018 lors du dernier conseil de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), le 16 novembre dernier. Le maire d'Orgeval, Yannick Tasset (LR) a demandé à ce que la somme allouée à ce projet soit augmentée.

« *L'engagement financier a été plafonné à cinq millions d'euros,* expliquait-il lors du dernier conseil municipal. *On voudrait augmenter à 20 millions d'euros.* » Une demande dont Daniel Louvel, principal opposant à l'édile craint qu'elle ne soit « *financièrement insupportable* » pour la ville.

Lors du dernier conseil communautaire, l'édile orgevalais a évoqué une somme « *insuffisante* » pour « *créer une vraie zone commerciale sur la friche des Quarante sous* » et demande « *des sommes beaucoup plus importantes* ». S'il « *partage l'avis* » de Yannick Tasset, le président de GPSEO Philippe Tautou (LR) préfère « *commencer à cinq millions d'euros* ».

La volonté du maire d'Orgeval est suivie par ses adjoints. « *Comme on est signataires de la convention, on participe aux risques, on aimerait aussi participer au projet* », détaille l'adjoint en charge de l'urbanisme Pierre Guérin. Selon lui, le prolongement de la convention a été signé « *dans l'attente de la définition du projet urbain. L'Epfif ne s'engagera que s'il est défini.* »

Fin 2015, Philippe Tautou espérait présenter le projet de la zone commerciale « *l'an prochain* ». Et pensait ainsi faire la paire avec « *le projet fait par Altarea à la place du centre commercial Art de vivre (voir encadré)* ».

A l'Est, le centre Art de vivre rasé à l'horizon 2020 ?

Dans la partie Est de la zone commerciale, l'avenir du centre commercial Art de vivre apparaît bien sombre. Il devrait en effet être rasé à l'horizon 2019-2020, révèle *Le Parisien*. Selon le quotidien, deux nouvelles enseignes devraient fermer leurs portes en janvier 2018.

En 2015, Philippe Tautou (LR), alors président de la communauté d'agglomération des deux rives de Seine estimait *« qu'Art de vivre et la zone étaient vraiment en train de dépérir »*. Et semblait regretter la belle époque du centre commercial : *« Le dimanche vous alliez vous promener à Art de vivre, aujourd'hui hormis quelques fous il n'y en pas beaucoup qui vont a Art de vivre pour se promener, entre les deux, 30 ans se sont écoulés. »*

En bref

MANTES-LA-JOLIE Cac : bientôt liquidés, les salariés en grève par dépit

Ils perdent leur travail à la fin du mois. Les huit salariés du Centre d'action culturelle Georges Brassens se sont mis en grève. La mairie dénonce une « prise en otage ».



LA GAZETTE EN YVELINES

« C'est Pôle emploi pour tout le monde », ont-ils indiqué mercredi en conférence de presse.

La fin du Centre d'action culturelle Georges Brassens, remplacé au 1er janvier par un Espace Georges Brassens géré par l'association magnanvilloise les 4 Z'arts, est amère pour les huit salariés en CDI (deux contrats temporaires non renouvelés sont déjà partis, Ndlr) de l'association historique qui va entrer en liquidation. « *C'est Pôle emploi pour tout le monde* », ont-ils indiqué mercredi en conférence de presse.

Alors, s'ils n'ont « *aucune revendication* », précise Marie de Castro, déléguée du personnel et salariée du Cac depuis 26 ans, ils ont décidé de « *sensibiliser mairie et usagers sur la situation des salariés* ». Soutenus par le conseil d'administration de l'association, ils ont lancé jeudi une opération « *Cac mort* » par une grève de la gestion des locaux des associations et des studios de répétition, et affiché au Cac un long droit de réponse à la municipalité.

« *Les méthodes de la mairie sont assez violentes et méprisables* », estiment-ils en effet du non-renouvellement de la convention annoncé en juillet. « *Face à cette prise en otage des associations, la Ville appelle l'association Cac Georges Brassens à se responsabiliser* », a commenté la mairie mantaise par communiqué.



ACHERES La salle de prière déborde, les projets de mosquée toujours au point mort

Le vendredi, la salle de prière n'est pas suffisamment grande pour accueillir tous les musulmans. Une solution temporaire pourrait être trouvée, alors que deux projets de lieu de culte existent.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ça ne convient à personne, ni à nous, ni aux voisins, ni aux riverains », souligne le président de l'association qui gère la salle de prière actuelle, dans laquelle tous les fidèles ne peuvent pas rentrer.

Faute d'une salle de prière de taille suffisamment conséquente, plusieurs dizaines de fidèles musulmans se retrouvent à prier dehors tous les vendredis dans le quartier des Plantes d'Hennemont. Si cette situation n'est pas nouvelle, une solution temporaire serait en bonne voie d'être trouvée avec la mairie. A plus long terme, deux projets cohabitent actuellement pour permettre aux musulmans d'Achères de disposer d'un lieu de culte, sans pour autant approcher d'une réalisation.

« *C'est indigne et c'est une invasion de l'espace public. Ça ne convient à personne, ni à nous, ni aux voisins, ni aux riverains,* souligne de cette situation Abderrahim Es-Sebaiy, président de l'association des Marocains d'Achères, qui gère depuis des dizaines d'années la salle de prière de 80 m² du quartier, l'unique de la commune. *Il y a un nombre important de musulmans qui veulent exercer le vendredi, ce qui fait qu'on cherche une solution.* »

« C'est indigne »

Pour mettre fin rapidement à cette situation, l'association des Marocains d'Achères a rencontré à plusieurs reprises la municipalité, avec qui son président indique « *déjà travailler* ». Abderrahim Es-Sebaiy raconte avoir « *fait la demande à la mairie, en septembre, pour avoir un gymnase pendant une heure* » les vendredis. Avant leur dernière rencontre prévue le week-end dernier, mairie et association cultuelle se montraient optimistes.

« *Ça fait trois fois récemment que je vois ceux qui gèrent la salle de prière, pour trouver une solution pour leur proposer une salle le vendredi,* explique Marc Honoré (DVD), maire de la commune. *Aujourd'hui, il n'y a que les horaires de prière qui ne correspondent pas tout à fait aux disponibilités des salles que j'ai. On va essayer d'harmoniser tout ça, mais on travaille avec les musulmans pour leur proposer une salle le vendredi midi.* »

Si cette solution devrait permettre aux musulmans d'Achères de ne plus avoir à prier dans la rue cet hiver, à plus long terme, deux associations portent deux projets distincts. Celle des Marocains d'Achères souhaite acquérir son propre terrain. « *Aujourd'hui, on collecte de l'argent pour acheter et on travaille avec la mairie, pour voir si on peut trouver un local dans la zone d'activités* », confie Abderrahim Es-Sebaiy. Ce dernier ajoute vouloir « *construire ou acheter quelque chose qui doit convenir pour qu'on exerce notre activité de manière privée* ».

Une solution temporaire bientôt trouvée ?

Depuis de nombreuses années, un autre projet de lieu culturel est porté par Ayat Messaoud, président de l'Union d'entraide des musulmans d'Achères (UEMA). « *Actuellement, il n'y a pas assez de places, on est obligé de faire la prière dehors* », confirme ce dernier de la salle de prière existante. Ayat Messaoud, qui semble avoir des relations plus compliquées avec la Ville, déclare avoir fédéré plusieurs associations musulmanes de la commune mais pas celle des Marocains d'Achères.

Son projet consiste à démolir le local « *géothermie* » du quartier des Plantes d'Hennemont, à l'abandon « *depuis 30 ans* » dans l'allée Marivaux et propriété du bailleur Domnis, pour construire à la place un « *lieu culturel* » de deux étages et disposant de « *40 places de parking* », détaille Ayat Messaoud, plans d'architecte à l'appui. D'après lui, ce projet à « *400 000 euros* » (le maire et l'association des Marocains d'Achères l'estiment plutôt à un million d'euros, Ndlr) sera « *financé par les fidèles* ».

Ce dernier explique se « *battre depuis cinq ans* » pour son projet. Et s'il peine encore à avancer, Ayat Messaoud en blâme la municipalité achéroise. « *Le maire est contre le projet,* assure le président de l'UEMA. *A chaque fois qu'on fait un permis de construire, on nous dit qu'il manque quelque chose.* » Une opposition que réfute Marc Honoré, soulignant par ailleurs que le projet se situe dans une zone classée à forts risques d'inondation.

« *Je ne suis pas opposé puisque j'ai demandé à Domnis de me reconfirmer l'accord en mars (de louer le local en vue d'en faire un lieu de culte, Ndlr),* insiste le maire d'Achères, qui siège au conseil d'administration du bailleur depuis octobre, où il « *représente* » la communauté urbaine. *A partir de là, pour qu'on donne un avis favorable ou pas, il faut déjà qu'il y ait un permis de construire dans les règles de déposé. Il n'y en a pas aujourd'hui et ça traîne.* »

Deux projets distincts

Dans un courrier adressé au maire par Domnis en mai 2017, le bailleur confirme en effet que son « *conseil d'administration serait prêt à mettre à disposition à la ville d'Achères le local ex « géothermie » d'une surface de 135m² […] afin que vous puissiez le sous louer aux associations susmentionnées (l'association des Marocains d'Achères et l'UEMA, Ndlr)* ».

Cette lettre précise que la location se ferait par bail emphytéotique du local « *en l'état à la ville d'Achères selon un prix à définir et une durée de 30 ans* ». Une durée qu'Ayat Messaoud juge insuffisante mais dont le maire de la ville estime qu'elle pourrait être négociée. Mais si Marc Honoré se dit prêt à « *être facilitateur* », il ajoute : « *Déjà pour commencer, il faudrait que les musulmans se mettent tous d'accord.* »

En effet, l'association des Marocains d'Achères affiche son désaccord avec le projet de l'UEMA. « *Le projet n'est pas simple parce qu'on compte sur Domnis, qui est un bailleur privé, qui va donner un local avec un bail emphytéotique, pour faire un lieu de culte sur une superficie qui ne va pas du tout résoudre notre problème de place* », estime Abderrahim Es-Sebaiy. Il assure par ailleurs avoir l'avis négatif des fidèles sur ce projet, sollicités lors du dernier Ramadan, et plaide pour être propriétaire du futur lieu de culte.

En bref

VERNEUIL-SUR-SEINE Nuisance sonore due au pavé : « C'est devenu l'enfer »

Depuis 2013 et la réfection du croisement situé devant Notre-Dame, les riverains sont excédés du bruit des voitures roulant vite sur les pavés. Une solution est à l'étude en mairie.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Le bruit est incessant, de jour comme de nuit, généré simplement par les voitures, encore plus avec les excès de vitesse », regrette l'habitant d'un appartement surplombant le croisement.

Les riverains n'en peuvent plus du bruit. Depuis la réfection en 2013 du croisement de la grande rue et de la rue de l'Abbé Masure, devant Notre-dame, les habitants sont excédés du bruit provoqué par les voitures roulant à vive allure sur les pavés. « *Avant, les pavés étaient détériorés donc les automobilistes étaient obligés de ralentir,* raconte Albert Potier, retraité habitant un immeuble surplombant le croisement. *Quand on a fait une belle rue, c'est devenu l'enfer.* »

Ce dernier, exaspéré, témoigne ne plus pouvoir ouvrir ses fenêtres ou aller sur le balcon : « *Le bruit est incessant, de jour comme de nuit, généré simplement par les voitures, encore plus avec les excès de vitesse.* » Lui et d'autres riverains indiquent avoir écrit plusieurs courriers à la municipalité et regrettent de n'avoir jamais reçu de réponse écrite.

« Ralentir la circulation »

Pourtant, en mairie, ces nuisances sont bien connues et une amélioration de la situation est espérée. « *La solution pour l'instant va être de ralentir la circulation via une installation de mobilier urbain,* assure-t-on en mairie, précisant que les pavés ne devraient pas être enlevés. *Une étude est en cours à ce niveau là, […] le but est de le faire le plus rapidement possible.* »

En bref

EVECQUEMONT Bonne nouvelle pour la jeunesse, le terrain de foot avance

Principaux intéressés, seuls trois jeunes âgés de 14 à 17 ans sont venus assister à la réunion publique portant sur la réalisation prochaine d'un petit terrain de football sur la commune.

Des avancées pour le terrain de foot tant attendu par la jeunesse épiscomontoise ? Deux ans après la dernière réunion portant sur « *l'implantation d'une zone de jeux et d'échanges à l'échelle de la commune* » où plusieurs jeunes avaient exprimé le souhait d'avoir un city-stade, la municipalité a organisé une nouvelle réunion samedi 25 novembre pour faire le point.

Terrain espéré en 2018 ?

S'il n'y pas eu foule, les trois seuls participants représentaient la population intéressée : Florian, 14 ans, Benjamin, 15 ans, et Julien, 17 ans. « *On n'a pas d'espace pour jouer au foot* », souligne Florian, lui comme ses homologues ne manquant pas de donner leur avis sur ce qui leur est présenté. D'après eux, 25 jeunes attendent ce terrain. Un manque confirmé par Eric Delay (SE), conseiller municipal : « *Avant, ils pouvaient jouer derrière la mairie, mais on a été obligé d'interdire à cause du bruit.* »

Mais ce soir là, ce dernier et Nicolas Cavan (SE), conseiller municipal, se sont montrés rassurants sur une réalisation prochaine. Principal point bloquant, l'emplacement semble avoir été trouvé sur l'ancien terrain de basket. « *En étant optimiste, le terrain pourrait se faire en septembre 2018* », a indiqué Eric Delay aux trois jeunes présents.

Propriétaire à Saint-Cyr-l'École pour une meilleure qualité de vie

VOUS VERREZ LA DIFFERENCE

COGEDIM



CŒUR DE PLAINE
LIVRAISON 1er TRIMESTRE 2018



Une co-réalisation EDELIS

LA FAVORITE
SUCCÈS COMMERCIAL



LE CLOS SAINT-LOUIS
DERNIÈRES OPPORTUNITÉS

JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE, POUR L'ACHAT D'UN APPARTEMENT NEUF, COGEDIM VOUS OFFRE JUSQU'À 3 M²**



Promotion immobilière ÉLU SERVICE CLIENT DE L'ANNÉE 2018

GROUPE ALTAREA COGEDIM

Bénéficiez d'une adresse d'excellence au cœur d'une ville bien équipée

À proximité des transports, des commerces, riche en infrastructures scolaires et équipements culturels et sportifs

01 76 499 499
Appel non surtaxé

cogedim.com

grandparis aménagement

quartier Charles Renard plaine de vie Saint-Cyr

www.plaine-de-vie.com

*Catégorie Promotion immobilière - Étude BVA Group - Viséo CI - mai à juillet 2017 - Plus d'infos sur escda.fr. – **Sous forme d'une réduction du prix égale à la valeur de la surface offerte (jusqu'à 3 m²), pour tout contrat de réservation signé entre le 7 novembre et le 20 décembre 2017 – Offre valable sur une sélection de lots et exclusive de toute autre offre. Conditions détaillées sur cogedim.com ou en espace de vente sur simple demande. Cogedim SAS, 8 avenue Delcassé 75008 Paris, au capital social de 30 000 000 €, RCS PARIS n° 054 500 814, n° ORIAS 13 005 113 - Illustrations non contractuelles : Barçon, Debon, Armone - GRENADINES - 12/2017

MANTES-LA-JOLIE Agression à la gare, elles déplorent l'inaction des médiateurs

L'une est simple témoin, l'autre est la mère de la victime, agressée devant la gare. Toutes deux dénoncent la passivité des médiateurs associatifs sous contrat avec la SNCF.



LA GAZETTE ENYVELINES

Ce n'est pas la première fois que les médiateurs de la ligne J s'attirent les foudres d'une victime d'agression.

Elles sont encore furieuses contre les médiateurs de l'association Promévil, chargée par la SNCF de réduire incivilité et insécurité sur la ligne J. La mère d'une jeune fille de 15 ans, victime d'une violente agression à la gare SNCF de Mantes-la-Jolie, et une témoin de la scène qui s'est déroulée ce matin du 16 novembre, ont appelé *La Gazette* pour exprimer leur colère contre des médiateurs dont elles estiment qu'ils n'auraient pas dû rester passifs.

Ce jeudi-là, une adolescente habitant le quartier du Val Fourré se rend aux Mureaux pour aller au lycée. Mais, en descendant du bus pour prendre le train, elle se fait harceler par deux hommes bien plus âgés. Elle refuse sèchement leurs avances, mais l'un d'eux, âgé de 29 ans, lui assène alors une balayette, la faisant lourdement chuter au sol et brisant son téléphone portable qui lui échappe des mains.

L'agresseur sera rattrapé quelques heures plus tard sur la dalle commerciale du Val Fourré, et est aujourd'hui incarcéré à la prison de Bois-d'Arcy (déjà connu des services de police, il était sorti de prison récemment, Ndlr). Si les deux femmes qui ont contacté *La Gazette* louent le travail efficace des policiers, il n'en est pas de même de celui des médiateurs de la gare, présents en journée avec leurs manteaux bleus.

« Il lui a fait une balayette et son téléphone a volé !, se souvient Binta Dabo, qui s'en allait prendre le même train que l'adolescente. *Pendant ce temps-là, des personnes de la médiation étaient là, qui rigolaient ! Ils disaient à la petite "calcule pas, fais pas attention", ils se moquaient d'elle en fait. J'ai vu qu'ils disaient à la petite fille de partir, elle était en train de pleurer, elle était choquée, je l'ai prise avec moi.* » Par ailleurs, elle s'inscrit en faux face au responsable SNCF venu les voir ensuite pour affirmer qu'il avait été demandé à la jeune victime si elle souhaitait de l'aide ou appeler la police.

La mère de l'adolescente, Assma, n'en revient toujours pas non plus. Elle ne s'est d'ailleurs pas privée d'enguirlander sévèrement les médiateurs après avoir entendu les récits de sa fille et de la bonne samaritaine qui l'a aidée. Quant à leur inaction, dont elle s'est étonnée auprès des policiers recueillant sa plainte envers l'agresseur, celle-ci serait connue : *« Ils m'ont dit "Madame, ces gens ne servent à rien du tout" ».*

Ce n'est pas la première fois que les médiateurs de la ligne J s'attirent les foudres d'une victime d'agression. En mai dernier, *Le Parisien* rapportait ainsi le témoignage d'une jeune femme de 21 ans, qui les accusait d'avoir fermé les yeux sur son agression sexuelle, se contentant des excuses de l'agresseur, avant d'aller jusqu'à *« s'interposer entre le suspect et les policiers ».*

Contactée pour un commentaire, la SNCF renvoie à l'association Promévil (que nous n'avons pu solliciter compte tenu des délais de publication de cet article, Ndlr). Selon nos informations, l'association souhaiterait déposer une main courante ou une plainte suite à l'engueulade mémorable apparemment prodiguée par la mère de la victime.

POISSY Les policiers découvrent 940 bouteilles de parfum

Un Pisciacais a été interpellé la semaine dernière pour le recel de 940 flacons de parfum volés.



LA GAZETTE ENYVELINES

Dans l'appartement, les enquêteurs ont également découvert 26 000 euros en espèces.

C'est un beau butin qu'on découvert les policiers dans l'appartement de ce Pisciacais, déjà connu pour recel de vol. La semaine dernière, alors qu'ils enquêtaient sur des vols de parfums commis au sein de l'usine de parfums et de cosmétiques Fareva, les forces de l'ordre ont découvert dans son appartement 940 bouteilles de parfums et 26 000 euros en espèces.

Dans le cadre de cette affaire, les enquêteurs avaient déjà interrogé en début de semaine dernière, un employé du site et sa mère, résidant à Maisons-Laffitte. *« Ils avaient passé une annonce sur Facebook pour revendre les parfums produits à Poissy,* explique une source proche de l'enquête. *Il ne restait plus qu'à trouver le receleur. »*

Identité qu'ils ont réussi à déterminer. *« Les parfums étaient bien emballés, dans des caisses »,* commente cette même source. Auditionné au commissariat de Conflans-Sainte-Honorine vendredi 1er décembre, le Piscaicais a justifié les espèces trouvées comme étant *« ses économies ».*



LIMAY La collision fait deux blessés, dont un critique

L'accident entre un scooter et une voiture s'est produit le 28 novembre dernier. Selon des témoignages, le deux-roues roulait tous feux éteints.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

L'état du conducteur du scooter a été jugé critique. Il a été transporté vers l'hôpital du Kremlin-Bicêtre dans le Val-de-Marne.

Un grave accident de la circulation s'est produit mardi 28 novembre, au niveau de la rue Nationale, faisant deux blessés, dont l'un dans un état critique. Peu avant 21 h, sapeurs-pompiers et policiers sont appelés pour une collision entre un scooter et une voiture.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le scooter aurait heurté la voiture, alors que son conducteur, un Limayen de 25 ans, s'apprêtait à tourner. Plusieurs témoignages recueillis par les forces de l'ordre rapportent que le deux-roues circulait tous feux éteints.

Les secours ont jugé que l'état du conducteur du scooter, un Limayen âgé de 18 ans, était critique. Souffrant d'un traumatisme crânien et d'une blessure importante à la jambe, il a été transporté à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, dans le Val-de-Marne.

Le passager du scooter, âgé de 16 ans présentait quant à lui plusieurs contusions et des douleurs à l'épaule. Il a été évacué vers l'hôpital François Quesnay, à Mantes-la-Jolie.

MANTES-LA-JOLIE Un piéton renversé, les médiateurs appelés

Mardi 28 novembre, aux environs de 13 h 20, un Mantais de 50 ans a été renversé par une voiture alors qu'il traversait la rue Jean-Honoré Fragonard, dans le secteur des Peintres du quartier du Val Fourré. Examiné par les secours et légèrement blessé, le quinquagénaire a été transporté vers l'hôpital mantais François Quesnay. Craignant des tensions, deux médiateurs de la Ville ont été dépêchés sur les lieux de l'accident. Cependant, l'intervention s'est déroulée dans le calme.

ACHERES A coup de balai, le boulanger fait fuir les voleurs

Moment de frayeur pour cette employée de la boulangerie située à proximité de la gare d'Achères Ville. Aux environs de 20 h, trois hommes, cagoulés et gantés pénètrent à l'intérieur du commerce, situé le long de l'avenue Jean Moulin. Ils demandent alors à la vendeuse de leur remettre la caisse, tout en la bousculant et en l'aspergeant de gaz lacrymogène. Mais les trois hommes n'ont pas vu le gérant de la boutique arriver derrière eux. Ce dernier réussit à asséner un coup de balai à l'un des malfaiteurs avant qu'ils ne prennent la fuite. Ils n'avaient pas été retrouvés par les forces de l'ordre en fin de semaine dernière. « *Nous allons exploiter la vidéosurveillance* », précise une source policière. La vendeuse a été transportée au centre hospitalier de Poissy. Sur les réseaux sociaux, plusieurs habitués lui ont souhaité un bon rétablissement.

GARGENVILLE Pour fuir la police, il grimpe dans un arbre

Un Orgevalais de 48 ans, auteur de vols, a été interpellé le 27 novembre dernier. Dans sa voiture, les force's de l'ordre ont découvert plusieurs sacs à main.

Il pensait prendre la fuite tranquillement. Lundi 27 novembre, un Orgevalais de 48 ans a été interpellé par la brigade anticriminalité de Mantes-la-Jolie, au niveau de la rue Guillochée, aux environs de 21 h 45.

L'homme venait d'être signalé quelques instants plus tôt aux forces de l'ordre. Avec un complice, il est l'auteur de deux vols de sacs à main à Limay et Evecquemont, avant de prendre la fuite en voiture. Alors que les policiers retrouvent la voiture signalée, l'Orgevalais l'abandonne et tente de prendre la fuite en passant par les jardins du quartier pavillonnaire. Il tente alors de s'échapper en grimpant dans un arbre, en donnant des coups de pied au fonctionnaire qui le retient. Dans la voiture, les policiers découvrent plusieurs sacs à main.

A travers les jardins des pavillons

Maîtrisé, l'homme a été placé en garde à vue au commissariat de Mantes-la-Jolie pour les motifs de vol, recel, refus d'obtempérer, violences volontaires et défaut de permis de conduire.

LIMAY Ivres, ils jetaient des cailloux dans les jardins

Ils ont probablement agacé quelques riverains. Mardi 28 novembre, vers 15 h 45, un appel à police-secours signale trois hommes jetant des cailloux dans les jardins collectifs situés dans la rue du Vieux pont, à proximité de la Seine. Sur place, la patrouille remarque une voiture et ses occupants correspondant au signalement. Elle effectue le contrôle des trois personnes et s'aperçoit qu'elles sont toutes ivres. Ils ont été ramenés au commissariat. Pour deux d'entre eux, le motif d'ivresse sur la voie publique a été retenu. Pour le conducteur, la conduite sous l'emprise d'un état alcoolique a été

VERNOUILLET L'alerte enlèvement n'en était pas une

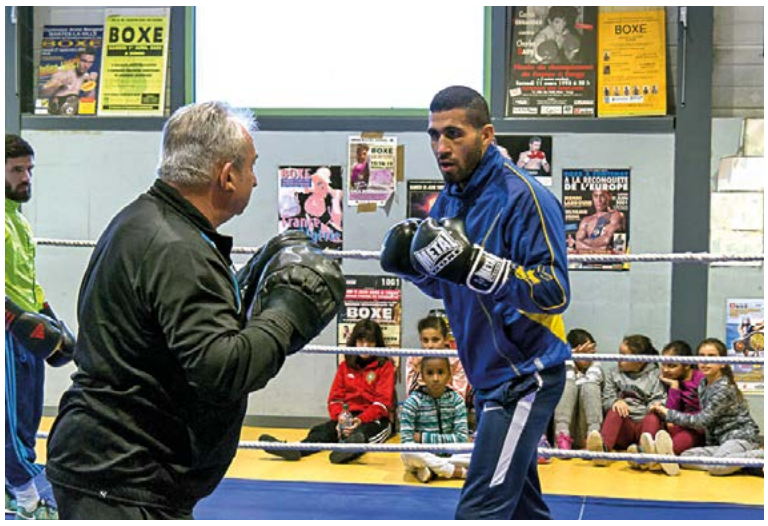
Le message a circulé sur les réseaux sociaux la semaine dernière et affolé les parents. Un témoignage faisait état « *de trois signalements par des enfants (…) pour une tentative d'enlèvement* ». Une « *camionnette blanche semble circuler entre la route de Chapet et l'avenue Montaigne* », précise le témoignage.

« *Il y a eu un vent de panique, les gens ont commencé à ficher tous les utilitaires blancs qu'ils croisaient,* détaille une source policière du message. *Mais il n'y a rien, cela s'est dégonflé.* »



BOXE Zakaria Attou vise le toit de l'Europe

Le 22 décembre, le boxeur chantelouvais combattra pour tenter d'obtenir la ceinture du championnat d'Europe. Ce qui lui permettrait d'entrer dans le top 10 mondial.



LA GAZETTE EN YVELINES

En pleine préparation pour son combat, Zakaria Attou s'est entraîné devant une trentaine de jeunes chantelouvais au complexe David Douillet.

Nouveau gros combat en vue pour l'une des pépites chantelouvaises de la boxe. Après sa ceinture de l'Union Européenne (EBU) en septembre 2016, Zakaria Attou combattra à Saint-Quentin dans l'Aisne le 22 décembre pour décrocher la ceinture du championnat d'Europe, plus haute distinction européenne avant les ceintures mondiales.

Après trois semaines d'entraînement en Angleterre, pourtant en pleine préparation pour son combat, Zakaria Attou a pris le temps de passer l'après-midi du mercredi 29 novembre avec une trentaine de jeunes chantelouvais au complexe David Douillet pour leur permettre d'assister à un entraînement de haut niveau (voir encadré). L'occasion également d'évoquer sa prochaine échéance.

« C'est un combat crucial »

Dans une vingtaine de jours, le boxeur professionnel chantelouvais de 34 ans, aussi responsable du service des sports de Chanteloup-les-Vignes, sera opposé à l'Italien Orlando Fiordigilio pour obtenir le titre de champion d'Europe des poids super-welters. « *Si je prends la ceinture, ça me fait rentrer dans le top 10 mondial et me permet d'espérer une participation au championnat du monde,* sourit Zakaria Attou, actuellement classé au 22e rang mondial. *C'est un combat crucial.* »

Après sa ceinture de l'Union européenne obtenue en s'imposant face à l'Italien Emanuele Della Rosa lors d'un gala de boxe organisé à Chanteloup-les-Vignes le 24 septembre 2016, conservée à l'issue de son combat contre le Normand Maxime Beausssire, et une « *bonne préparation* », Zakaria Attou part confiant pour la prochaine échéance.

« J'y vais pour gagner »

« *On est à deux entraînements par jour, je commence à me sentir bien,* confie la star locale de la boxe, titre partagé avec le champion olympique Tony Yoka. *Je suis dans un très bon état d'esprit, j'espère ramener cette ceinture. Je n'ai pas l'optique de la défaite dans la tête, j'y vais pour gagner.* » Et de son adversaire, le responsable du service des sports de Chanteloup-les-Vignes attend une bonne confrontation. « *C'est un adversaire dur mais on s'est préparé, on a mis en place la stratégie qu'il faut,* souligne Zakaria Attou.

« Leur montrer que demain, ça peut être eux »

En pleine préparation pour son prochain combat européen, Zakaria Attou a fait découvrir sa discipline à des jeunes chantelouvais. Au complexe David Douillet le 29 novembre, une trentaine d'enfants de 9 à 12 ans ont pu assister à un entraînement du boxeur chantelouvais, lui poser leurs questions, et même prendre part à une initiation.

« *Ça me permet aussi de sortir de la préparation pure,* apprécie Zakaria Attou, également responsable du service des sports de la commune. *Ça fait plaisir de s'entraîner devant eux, de pouvoir transmettre à ces jeunes et leur montrer que demain, ça peut être eux.* »

Aux abords du ring, les enfants chantelouvais regardent d'un œil impressionné l'entraînement du boxeur. « *Il est très fort, il peut gagner contre tout le monde* », assure Quentin, 10 ans, impatient de débuter l'initiation. Mais avant de s'essayer à quelques directs, les participants n'ont pas manqué de questions pour le champion.

« *Pourquoi tu as fait des bruits bizarres pendant l'entraînement ?* », demande une jeune fille, rapidement accompagnée des rires de ses camarades. Et Zakaria Attou de lui répondre dans un sourire : « *C'est pour évacuer un peu. On m'a déjà demandé d'arrêter de crier, mais j'ai du mal.* »

SPORT DE COMBAT
Nouveau titre pour le prodige rosnéen de karaté contact

Heddi Kesri, jeune sociétaire du club de karaté de Rosny-sur-Seine, conserve son titre de champion de France zone Nord senior en karaté contact. Alors que le jeune prodige du karaté avait déjà remporté cette compétition organisée par la Fédération française de karaté l'année dernière, il a remis son titre en jeu le dimanche 26 novembre à la halle Carpentier de Paris. Heddi Kesri s'est imposé en finale « *par arrêt de l'arbitre* », indique son entraîneur Jean-Louis Granet. Autre sociétaire du club de Rosny-sur-Seine, Elhan Sakin termine troisième dans la catégorie minime.

HOCKEY-SUR-GLACE
Les Mantais gagnent encore

Et de quatre. En autant de rencontres en Division 2 de la ligue loisirs Île-de-France, la section hockey sur glace de l'Association sportive mantaise (ASM) a signé autant de victoires. Ce week-end encore, en déplacement sur la patinoire de Cergy-Pontoise, les Mantais se sont largement imposés (2-8) contre la réserve des Jokers de Cergy-Pontoise.

La prochaine rencontre de l'ASM sera la réception d'Argenteuil sur sa patinoire de Mantes-la-Jolie, le dimanche 10 décembre.

VOLLEY-BALL
Les Conflanaises déroulent

Comme leurs homologues masculins, les volleyeuses du Conflans-Andrésy-Jouy volley-ball enchaînent les victoires cette saison en Nationale 3. Ce week-end, les Conflanaises ont gagné leur septième rencontre consécutive et restent invaincues. A domicile contre Saint-Cyr-sur-Loire (septième sur 10 équipes), elles se sont imposées trois sets à zéro (25-06, 25-22, 25-13). Ce nouveau succès leur permet de rester seules en tête avec trois points d'avance sur le second, Caen. Équipe que les Conflanaises recevront justement samedi prochain en Coupe de France fédérale.

HANDBALL Les Conflanaises remportent de peu le derby yvelinois

Samedi 2 décembre, les Conflanaises se sont déplacées sur le terrain de Montigny-le-Bretonneux dans le cadre de la 7e journée de Nationale 2. Dans ce derby yvelinois, Conflans-Sainte-Honorine, 4e de la poule, a arraché la victoire avec un petit point d'avance (25-26) contre son opposant, en dernière place du championnat. Dans ce match où les deux équipes se sont rendues coup sur coup, Montigny-le-Bretonneux aura mis la pression aux Conflanaises jusqu'à la dernière minute. Samedi prochain, Conflans recevra Harnes.

VOLLEY-BALL
Le CAJVB toujours seul en tête

Les Conflanais ont largement dominé Cesson-Saint-Brieuc ce week-end et conservent leur invincibilité en Nationale 2 cette saison.

Nouveau succès ce week-end pour l'équipe première du Conflans-Andrésy-Jouy volley-ball (CAJVB) en Nationale 2. A la réception de Cesson-Saint-Brieuc ce dimanche 3 décembre, les Conflanais l'ont une nouvelle fois emporté trois sets à zéro (25-21, 25-20, 25-15) pour leur neuvième victoire d'affilée en neuf matchs.

« *Les deux premiers sets ont donc été assez disputés, le CAJVB déroulant dans le 3e, en s'appuyant sur un bloc plus efficace* », souligne le communiqué du club. Cette nouvelle victoire permet aux Conflanais de continuer à être le seul leader de son groupe, avec trois points d'avance sur l'autre équipe invaincue, Rennes.

Le week-end prochain, les Conflanais seront de repos puisque exempts du 3e tour de la Coupe de France. « *Une pause qui arrive au bon moment, les organismes commençant à être fatigués* », indique le club. A noter que les 2 et 3 décembre, le CAJVB s'est mobilisé pour le Téléthon, avec l'organisation d'un tournoi loisir et les recettes des deux matchs de championnat de France, et a permis de récolter 390 euros.

BASKET-BALL
Poissy perd de précieux points

La rencontre du week-end était capitale pour les Pisciacais dans la course au maintien en Nationale 2. La Poissy basket association (10e avant la rencontre sur 14 équipes) s'est déplacée sur le parquet de Cherbourg (11e avant la rencontre), qui ne comptait que un point de retard. Malheureusement, les Pisciacais se sont inclinés (85-70) et perdent une précieuse place au classement général au profit de leur adversaire. Alors que Poissy occupait la 10e place depuis de nombreuses journées, elle se retrouve désormais à la 11e. Le week-end prochain, une forte opposition attend les Pisciacais avec la réception de Tours, l'actuel second.



VENTE DE SAPINS

A L'EXTERIEUR DU MAGASIN

Origine France

NOUVEAUTE



Le chapiteau sera ouvert tous les jours

du lundi 4 décembre 2017
au vendredi 22 décembre 2017
de 9h à 20h

ainsi que les dimanches
10 décembre 2017 de 9h à 18h
17 décembre 2017 de 9h à 18h

Carrefour LIMAY

AUBERGENVILLE
Danse contemporaine à la Nacelle

Le spectacle de danse contemporaine « Mother's spirit » sera joué au théâtre de la Nacelle le 8 décembre. Quand la danse raconte l'épreuve d'un frère et d'une sœur suite à la perte de leur mère.



PEGGY RIESS

Danse contemporaine et tradition africaine se partagent la scène de la Nacelle.

La compagnie Les mille saveurs présente son spectacle de création contemporaine *Mother's spirit* au théâtre de la Nacelle le vendredi 8 décembre à 21 h. Dans ce spectacle, deux univers se mélangent : celui de Nicole Ponzio, danseuse contemporaine, et celui de Merlin Nyakam, danseur et chanteur dont la source vient des traditions africaines.

« *Le spectacle nous invite à partager le cheminement d'un frère et d'une sœur suite au décès de leur mère,* explique la description du spectacle. *Le temps d'une nuit, ils se retrouveront et partageront cette épreuve entre gravité, rires et complicité.* » La gravité de la situation n'exclut pas les rires, le jeu, la complicité.

Rires, jeu, complicité

Le spectacle est tout public et les tarifs sont compris entre 8 et 15,5 euros. Renseignements et réservation au 01 30 95 37 76, par courriel à accueil@theatredelanacelle.fr ou sur le site internet de la salle de spectacle.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Les maquettes de mariniers sortent de leur réserve

L'exposition temporaire actuellement visible au musée de la batellerie et des voies navigables met en avant les maquettes de mariniers.



LA GAZETTE EN YVELINES

Pour constituer leurs maquettes, les mariniers « utilisent des matériaux de récupération, chutes de bois, cartons, boites de conserve ... ».

Jusqu'au 14 janvier, le musée de la batellerie et des voies navigables présente une exposition temporaire dédiée aux maquettes de mariniers. Pour cela, le musée sort ses collections des réserves pour exposer les œuvres de modélisme des mariniers. « *De nombreux bateliers ont pratiqué (et pratiquent toujours) cette activité de loisirs,* indique le site internet du musée. *Autodidactes, les mariniers ne suivent aucune règle. Ils utilisent des matériaux de récupération, chutes de bois, cartons, boites de conserve ...* »

Et le site internet de poursuivre : « *Ils produisent des maquettes hors échelles, mais douées de vie, expressives. Chefs-d'œuvre d'art brut, ces maquettes témoignent de l'attachement du marinier pour son bateau.* » Le tarif d'entrée au musée est compris entre 2 et 5 euros.

Il est ouvert les mardis, jeudis, samedis, et dimanches de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ; les mercredis et vendredis de 14 h à 17 h 30. Plus de renseignements sur musee-batellerie-conflans.fr.

LIMAY
Le père Noël est un rockeur

Une soirée rock pour la bonne cause. Le samedi 9 décembre, à 20 h 30 à l'espace culturel Christiane Faure, l'opération *Le père Noël est un rockeur* est de retour. Organisé par le Secours populaire et les Restos du cœur, le ticket d'entrée de ce concert est un jouet neuf d'une valeur de 10 euros minimum, qui fera ensuite un enfant heureux. Sur scène, trois groupes résolument rock se succéderont : 45 secondes, Will be alright et Talysker. Plus de renseignements auprès du service culturel de Limay au 01 34 97 27 03 ou sur le site internet de la ville.

EPONE
Concours photo : l'hiver dans ma ville

La municipalité invite amateurs et professionnels de la photographie à prendre part à un concours dont le thème est « *Epône en hiver, Epône illuminée* ». Les participants ont entre le 1er et le 20 décembre pour envoyer leurs clichés à communication@epone.fr en précisant leur nom et coordonnées. « *Un jury délibérera pour élire la plus belle photo selon trois critères (originalité, qualité et authenticité, pertinence par rapport au sujet)*», indique la Ville. Ce concours est organisé dans le cadre de la programmation de Noël de la commune, dont le programme est disponible sur le site internet de la commune.

HOUDAN
Balade culturelle au lampion à travers les rues

Une Balade en lumières est organisée par l'Office de tourisme du pays houdanais (OTPH) le samedi 9 décembre. « *Équipés de lampions et de grelots, petits et grands partiront à la découverte des surprises que recèle la ville,* indique le communiqué de l'OTPH. *Conte, musique, magie, … tous les sens seront en éveil avec comme fil conducteur la lumière sous toutes ses formes, avec pour toile de fond les plus beaux lieux de Houdan.* » La balade partira de l'office de tourisme, au pied du donjon, à 16 h 45. La participation est gratuite mais la réservation est recommandée auprès de l'office de tourisme au 01 30 59 53 86, ou par courriel à otph@cc-payshoudanais.fr.

ANDRESY
Orgue et trompette à l'église

Un concert mêlant orgue et trompette est organisé le dimanche 10 décembre, à 16 h à l'église Saint-Germain de Paris. Pour ce concert, organisé par les Amis de l'orgue, l'organiste Alexandre Catau, primé plusieurs fois à seulement 26 ans, sera accompagné d'Yves Gersan à la trompette. « *Pour ce concert, les deux musiciens interpréteront des œuvres de Bach, Telemann, Loeillet, Clarcke, Holst, Torelli, Rameau et Bodin de Boismortier* », indique le programme culturel d'Andrésy. L'entrée est libre et le tarif est au chapeau. Plus de renseignements au 06 09 26 69 95.

VALLEE DE SEINE
Des Yvelinois racontent « La joie de vivre »

La pièce « La joie de vivre », interprétée par des habitants du département, sera présentée à Poissy et à Achères.

« *Un spectacle inédit, par et pour les habitants en Seine Aval* ». C'est ainsi que le communiqué du Département décrit la pièce *La joie de vivre*, jouée par des Yvelinois, qui sera présentée le vendredi 8 décembre, à 20 h 30 à l'espace Claude Vanpoulle de Poissy, et le samedi 9 décembre, à 20 h 30 au Sax d'Achères. « *Dans le cadre de sa politique de solidarité, le département des Yvelines met en œuvre depuis 2011 des projets de création artistique avec les Yvelinois* », indique le communiqué. La session 2017 de ce projet a abouti à la création du spectacle *La joie de vivre*. « *Au milieu des immeubles qui poussent comme des Lego sous la pression des promoteurs, un lieu résiste : le bar La joie de vivre,* indique le Département de l'histoire de la pièce. *Ses patrons, Ali et Karina, ont le cœur sur la main. Chez eux, on débat, on chante, on rit, on se dispute, on s'entraide ! Ali rêve de transmettre son café à Martin, son beau-fils de 20 ans. Mais Martin nourrit en secret un autre rêve : devenir chanteur...* »

L'entrée est gratuite sur réservation au 07 62 84 42 34, au 06 74 89 88 39, ou par courriel à efretigne@yvelines.fr ou à fdesaintpere@yvelines.fr.

GARGENVILLE
Piano à quatre mains aux Maisonnettes

L'école municipale de musique présente deux de ses musiciens pour un concert aux Maisonnettes le dimanche 10 décembre à 16 h. Franck Féron et Vanessa Trinh Van Dam joueront des œuvres pour piano quatre mains de Claude Debussy et Franz Schubert.

Le concert a lieu dans l'ancienne demeure de Lili Boulanger, située au 2 place Lili Boulanger. Le concert est gratuit sur réservation au 01 30 42 11 70, ou par courriel à culture.a.gargenville@wanadoo.fr.

PERDREAUVILLE
Standards du pop rock, des années 60 à aujourd'hui

Artistes amateurs et professionnels de la scène locale se rassemblent pour proposer le spectacle musical *Perdrozik*. Le samedi 9 décembre, à 20 h 30 à la salle des fêtes, les artistes reprendront les standards pop rock des années 60 jusqu'à nos jours pour plus d'une heure et demie de concert. « *Perdrozik est un spectacle imaginé par trois familles de Perdreauville inscrites à l'école pluridisciplinaire des 4 Z'arts de Magnanville, et son directeur Alain Leamauff* », indique l'organisation. L'entrée est gratuite sur réservation au 01 30 92 86 56.

TRIEL-SUR-SEINE
Spectacle de Noël au profit du Téléthon

La troupe trielloise, les Comédiens de la tour, donneront trois représentations de leur spectacle *Joyeux noël* dont les recettes seront reversées au Téléthon. « *Pour l'atelier des Comédiens de la tour, c'est l'occasion de mettre en scène des rencontres insolites, improbables, de jeter des ponts entre ces êtres pour faire jaillir les petites étincelles du divertissement* », indique la troupe.

Les représentations seront données le vendredi 8 décembre à 21 h, et le samedi 9 décembre à 16 h et à 21 h. Le tarif plein est de 9 euros et le tarif réduit est de 5 euros. Pour plus d'informations ou réserver vos places, contactez les Comédiens de la tour au 01 39 27 94 59 ou par courriel à comediensdelatour@gmail.com.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE
Soirée reggae à la MJC les Terrasses

Le vendredi 8 décembre, des airs de Jamaïque vont rythmer la Maison des jeunes et de la culture (MJC) les Terrasses – espace Michel Rocard. A partir de 19 h le film *Reggae ambassadors* sera projeté. Cette réalisation d'Alexandre Grondeau, qui sera présent pour l'occasion et donnera des dédicaces, « *vous permettra de cerner les contours d'un style musical révolutionnaire, mystique et sans concession* », souligne le communiqué de la MJC.

La soirée sera clôturée par Gaëlle & The old dodge fellows qui « *vous feront vibrer avec la musique jamaïcaine d'hier et d'aujourd'hui* », assure la MJC. L'entrée est libre. Plus de renseignements sont disponibles au 01 39 19 20 09 ou sur le site mjcconflans.org.

VILLENNES-SUR-SEINE
La nature s'expose en photo

Du mardi 5 au dimanche 17 décembre, les Photophiles de Villennes organisent une exposition des œuvres de Stanley Leroux, photographe yvelinois de renommée internationale. « *A travers ses clichés, l'auteur conte l'archipel méconnu des îles Falkland* », indique le communiqué de la commune.

L'exposition est visible à la salle des expositions, située au 57 place de la Libération.

L'entrée est libre en semaine de 15 h à 19 h, et les week-ends de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Plus de renseignements sur le site internet de la commune.

Retrouvez l'ensemble de nos émissions dans leur intégralité sur notre site www.lfm-radio.com et en vidéo sur notre chaîne Youtube RadioLFMOfficiel.

LA MATINALE Une épicerie solidaire à Mantes-la-Jolie

Mantes-la-Jolie comptera bientôt sa première épicerie solidaire. Houda Allouche, à l'origine du concept, était dans « La Matinale » pour en parler.



LFM RADIO

Ce projet d'épicerie solidaire, Houda Allouche l'a eu il y a trois ans avec un groupe uniquement constitué de travailleurs sociaux, toutes des femmes.

Le concept d'épicerie solidaire existe déjà depuis une dizaine d'années, mais aujourd'hui encore il reste assez peu connu. « *L'idée c'est que les personnes puissent venir dans l'épicerie faire leurs courses de façon classique et payer à la fin comme dans une épicerie classique* », explique Houda Allouche, présidente de l'association Solid'R fondatrice de la future épicerie solidaire. Elle était sur le plateau de *La Matinale* pour parler de son projet « *d'épicerie classique* », à la différence près que les produits y coûteront 10% de leur prix habituel.

Ce projet d'épicerie solidaire, Houda Allouche l'a eu il y a trois ans avec un groupe uniquement constitué de travailleurs sociaux, toutes des femmes. En trois ans, le projet a bien avancé et touche bientôt à sa fin. En janvier prochain, la première épicerie solidaire de Mantes-la-Jolie devrait ouvrir dans la rue du Val notre dame, près de la gare. « *C'est un local parfaitement situé, il est très accessible et pas stigmatisant, ni aux vues de tous* » explique Houda Allouche.

En effet dans le concept d'épicerie solidaire c'est éviter la stigmatisation qui compte. « *Les difficultés qui se posaient c'est que du coup les personnes n'avaient pas le choix des colis, et plein de personnes n'osent pas y aller, se sentent stigmatisées en y allant* » raconte-elle à propos du système de dons alimentaires.

Avec l'ouverture de l'épicerie, c'est un long travail de préparation qui s'achève. Pour arriver à leurs fins, les membres de Solid'R ont pendant trois années travaillé en étroites relations avec toutes les associations de dons alimentaires de la région.

Solid'R voulait créer « *quelque chose de totalement inédit* », explique Houda Allouche. Et d'ajouter : « *On a invité tous nos partenaires et on a essayé de faire en sorte que ce projet d'épicerie soit un consensus. Qu'on ne se rajoute pas à ce qui se fait déjà, qu'on ne soit pas un dispositif de plus sur le Mantois* ».

Cette épicerie sera ouverte sur orientation des travailleurs sociaux. Pour y avoir accès, il faudra entrer dans les critères de minima sociaux établis par ces derniers. Permis, voyage scolaire, remboursement de dette,… Il faudra aussi défendre un projet réalisable grâce à l'économie faite.

La Matinale LFM, tous les jours, du lundi au vendredi, de 7 h à 10 h, présentée par Sofiane El Khilaly, en écoute sur 95.5 FM et sur lfmradio.com.

LE LIVE Presto Presto au micro de Vee

Du rap à l'électro, Presto Presto a toujours navigué dans la musique. Il revient pourtant à ses bases, le rap, avec son dernier projet.



LFM RADIO

Composé de 12 titres, « Piscine Vide » est le nouveau projet de Presto Presto.

Cette semaine, Vee recevait l'artiste Presto Presto dans *le Live*, un rappeur de la région qui revient sur le devant de la scène. Le rappeur a déjà une longue carrière derrière lui, il commence très jeune, avec son ami de toujours, Jon Jon.

Son premier groupe, Lyrics de Luxe fait écho dans la région. « *On avait fait plein de trucs, des festivals aux Mureaux, des scènes, des mixtapes. On était dans un label qui s'appelait Kamasoundtracks* », raconte le rappeur. Pourtant dans les années 1980 surfant sur la vague des musiques technologiques, c'est vers l'électro qu'il se tourne.

Mais il revient vite à son premier amour. « *Il y a eu une émergence de fou en 90-2000, du coup j'ai lâché l'affaire avec l'électro, je suis revenu aux bases, et j'ai commencé à faire mes instru* », explique-t-il à propos du rap. S'il avait quelque peu quitté le devant de la scène après ses succès, il revient de plus belle avec son projet *Piscine Vide*, prévu pour cette fin d'année.

« *Tu sais, c'est toujours comme ça dans la musique, tu délaisses un petit peu pour retourner dans la vraie vie* » explique-t-il. Ce nouveau projet il est le meilleur à le résumer : « *Beaucoup de textes et pas mal de flow aussi.* »

Le Live : Du lundi au vendredi, de 17 h à 20 h, présenté par Vee, en écoute sur le 95.5 FM et sur lfm-radio.com.

Loisirs

SUDOKU : niveau moyen

6		9					3	
2			7		4	9		
8	7		2	3				4
9	5						7	
		1	5			4		
			9		3		6	
4	9				5		2	
		8	4		2		5	7
			6	8		1		9

SUDOKU : niveau difficile

			3					9
5			7				1	
	3						4	
8							7	
		9	8	2	4			
	2		1			8		4
9		2						
			2			9		
			9				2	

La Gazette en Yvelines - Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Site web : lagazette-yvelines.fr - **Facebook :** La Gazette en Yvelines - **Twitter :** @GazetteYvelines



L'actualité locale de Houdan à Conflans-Sainte-Honorine en passant par chez vous !

Édité par La Gazette du Mantois, société par actions simplifiée.
Adresse : 9 rue des Valmonts 78711 Mantes-la-Ville

Directeur de publication, éditeur :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Publicité :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Conception graphique, distribution :
Sébastien Dailleux
sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr

Imprimeur :
Newsprint Imprimeurs
1 boulevard d'Italie
77127 Lieusaint

RÉDACTION

Vous avez une information à nous transmettre ? Un événement à annoncer ? Des précisions à nous apporter ? Un commentaire à faire ? Contactez la rédaction !

redaction@lagazette-yvelines.fr
Tél. 09 54 82 31 88
8 rue Porte aux Saints
78200 Mantes-la-Jolie

Rédacteur en chef :
Loris Guémart
loris.guemart@lagazette-yvelines.fr

Actualités, sport, culture :
Damien Guimier
damien.guimier@lagazette-yvelines.fr

Actualités, faits divers :
Lucile Giroussens
lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr

Tirage : 60.000 exemplaires - ISSN : 2431-1960 - Dépôt légal : 09-2017